

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1912.

- 1° Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.
- 2° Proposition de loi sur les pensions du personnel enseignant ⁽¹⁾.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR **M. PETIT**.

MESSIEURS,

La Section centrale a procédé à l'examen des deux propositions de loi émanant l'une de M. Maenhaut et déposée le 8 décembre 1909, l'autre, de MM. Cocq et consorts et datant du 2 février 1910.

Avant de résumer les considérations qui ont décidé la Section centrale à modifier les deux projets qui lui étaient soumis et à proposer un texte nouveau, nous croyons devoir rappeler succinctement les principales dispositions de la législation actuelle assez complexe, concernant les pensions du personnel enseignant.

Nous examinerons ensuite les articles des deux projets soumis à nos délibérations en les accompagnant des observations qu'ils ont soulevées au sein de la Section centrale.

Enfin nous annexerons un tableau indiquant les charges financières que doit entraîner l'adoption de l'un ou l'autre des projets.

(1) Propositions de loi, n^{os} 41 et 70 (session de 1909-1910).

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, HORLAIT, HUYSHAUWER, WAUVERMANS, MAENHAUT, PETIT.

Historique.

Le personnel enseignant et administratif des établissements d'enseignement, admissible à une pension de retraite de l'État, se compose :

A. Du personnel des établissements d'enseignement supérieur, comprenant les universités de l'État et des instituts et des écoles d'instruction supérieure, qui bénéficie généralement de l'éméritat ;

B. Du personnel des athénées royaux, des écoles moyennes de l'État, des écoles normales primaires et moyennes de l'État, de quelques établissements d'enseignement spécial de l'État et de l'inspection ;

C. Du personnel des écoles primaires communales, des écoles gardiennes et d'adultes communales, du personnel enseignant belge, laïc et diplômé, des écoles primaires adoptées, du personnel enseignant et administratif de tous les établissements *communaux* d'enseignement, tels que collèges, écoles moyennes, écoles normales, écoles industrielles, professionnelles, ménagères, agricoles, écoles et académies de dessin, de musique, etc.

Concernant la pension de retraite, il ne peut être question du personnel de l'enseignement supérieur, qui bénéficie généralement de la pension d'éméritat.

Ce qui nous occupe, c'est principalement le personnel des établissements d'enseignement moyen et normal de l'État et celui des établissements communaux d'enseignement moyen normal, primaire ou spécial et des écoles primaires adoptées.

Ce personnel peut être divisé en trois grandes catégories :

I. — Le personnel des établissements d'enseignement moyen et normal de l'État et des communes, et le personnel de l'inspection ;

II. — Le personnel des écoles primaires communales et adoptées, des écoles gardiennes communales, des écoles d'adultes communales, des classes d'enseignement primaire annexées aux établissements d'enseignement moyen ou normal de l'État et des communes ;

III. — Le personnel des établissements d'enseignement spécial des communes (conservatoires, académies, écoles industrielles, professionnelles, ménagères, agricoles, dessin, musique, etc.).

Le corps enseignant et administratif des établissements de l'État est soumis au régime de la loi générale sur les pensions civiles du *21 juillet 1844*.

Les professeurs et instituteurs communaux ne furent pas admis au bénéfice de la loi du 21 juillet 1844.

Dès avant 1842, il existait quelques caisses de prévoyance formées par des instituteurs primaires.

La loi organique de l'instruction primaire du 23 septembre 1842 con-

sacra l'existence des caisses déjà établies et créa ces institutions dans chaque province.

En 1848, fut instituée la Caisse centrale de prévoyance des instituteurs et professeurs urbains.

A ces institutions étaient affiliés obligatoirement le personnel des écoles primaires et gardiennes communales, celui des établissements communaux d'enseignement moyen et, facultativement, les instituteurs d'écoles adoptées ou simplement patronnées, plusieurs catégories de personnes se vouant à l'enseignement et même les directeurs de pensionnats.

Les régimes différents institués par les caisses provinciales et centrales de prévoyance, la modicité des pensions qu'elles accordaient, l'existence d'anomalies multiples et l'état peu florissant de la plupart de ces institutions suscitèrent de nombreuses réclamations qui amenèrent la législature à voter la loi du 16 mai 1876. Celle-ci supprima les caisses de prévoyance, admit les professeurs et instituteurs communaux au bénéfice de la loi du 24 juillet 1844 modifiée par celle du 17 février 1849 et mit les pensions de ces agents communaux à la charge de l'État, des provinces et des communes dans la proportion respective de deux cinquièmes, un cinquième et deux cinquièmes.

En vertu des articles 8 et 13 de la loi du 24 juillet 1844, modifiés par la loi du 17 février 1849, les pensions de retraite des membres du corps enseignant de l'État étaient établies à raison, pour chaque année de service, de *un soixante-cinquième* de la moyenne du traitement des cinq dernières années et aucune pension ne pouvait excéder 5,000 francs, ni les *deux tiers* du revenu moyen des cinq dernières années.

La base du *soixantième* fut substituée à celle du soixante-cinquième par l'article 5 de la loi du 26 avril 1865 pour le personnel de l'enseignement moyen et par la loi du 10 mai 1866 pour le personnel des écoles normales et celui de l'inspection primaire.

Ces règles furent appliquées, à partir de la mise en vigueur de la loi du 16 mai 1876, *aux professeurs et instituteurs communaux* ; cependant leur pension fut réglée à raison du *cinquante-cinquième* et non du soixantième (art. 7, § 3).

L'article 10, § 2, de la loi du 31 mai 1884 remplaça le soixantième par le cinquante-cinquième en faveur de *tout le personnel des établissements d'instruction dirigés par l'État et des inspecteurs* ayant qualité de fonctionnaires de l'État.

La loi du 10 janvier 1886 sur les pensions civiles rétablit les maxima des trois quarts et de 7,500 francs qui avaient été fixés par la loi de 1844, mais décréta, par son article 4, que les dispositions spéciales réglant les pensions des magistrats, *du corps enseignant* et du clergé étaient maintenues.

Les membres du personnel des établissements d'enseignement de l'État et des communes ne furent donc pas admis au bénéfice du retour au maximum de pension à 7,500 francs et trois quarts du revenu moyen et conservèrent,

ainsi que les professeurs et instituteurs communaux, le maximum de 5,000 francs et de deux tiers du revenu moyen.

La moyenne du revenu des cinq dernières années de service a été maintenue, dans toutes ces lois successives, comme base du calcul des pensions.

L'article 2 de la loi du 28 août 1901 a innové sous ce rapport, mais seulement en faveur des membres du *personnel des écoles primaires, gardiennes et d'adultes et des écoles primaires adoptées* : pour ces agents, c'est la *moyenne la plus favorable* des traitements de cinq années consécutives qui sert de base à la pension. La raison d'être de cette mesure est facile à déterminer. Elle n'a pas pour but de porter atteinte aux principes énoncés dans les lois antérieures, mais de les corriger en ce qu'elles pouvaient présenter d'anormal.

La loi de 1879 dit que la pension, comme celle du fonctionnaire de l'État, sera calculée d'après la moyenne des traitements des cinq dernières années, parce que le législateur estimait que c'est durant cette période quinquennale que le traitement des instituteurs et professeurs communaux serait le plus élevé et qu'il voulait garantir à ces agents, au terme de la carrière, la jouissance d'une pension calculée sur la base la plus avantageuse pour eux.

Or, plusieurs instituteurs ont vu réduire leur traitement à la fin de leur carrière ; il en est résulté que la pension de certains d'entre eux, établie sur la moyenne du traitement des cinq dernières années, n'atteignait plus le chiffre le plus élevé auquel, dans l'esprit de la législation, ils pouvaient aspirer.

Revendications.

Depuis 1886, à de nombreuses reprises, le corps enseignant fit entendre des plaintes au sujet de l'exclusion dont il avait été frappé par le législateur du 10 janvier 1886.

Des membres des deux Chambres se sont fait l'écho de ces plaintes et ont émis l'avis qu'il y avait lieu de modifier cette situation. Les desiderata du corps enseignant ne se bornent cependant pas à la revendication du maximum fixé par la loi de 1844, c'est-à-dire de 7,500 francs et des trois quarts du revenu moyen.

Les intéressés demandent aussi :

1° Que le cinquantième soit substitué au cinquante-cinquième quant à l'élévation de la pension, par année de service ;

2° Que la pension soit établie d'après la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives. Cet avantage est déjà accordé aux instituteurs primaires et au personnel des écoles gardiennes et d'adultes par la loi de 1901 ;

3° Qu'il soit tenu compte des années passées dans l'enseignement libre.

EXAMEN DE LA PROPOSITION DE M. MAENHAUT.

Le projet de l'honorable M. Maenhaut ne vise que les pensions des *professeurs et instituteurs communaux*, c'est-à-dire le personnel dont il est question dans la loi du 16 mai 1876 et celle du 25 août 1901, et compris sous le littéra C, page 2, de ce rapport.

Ce projet substitue : 1° la base du cinquantième de la pension à celle du cinquante-cinquième fixée par la loi de 1876 précitée; 2° la période de cinq années consécutives la plus favorable à celle des cinq dernières années consécutives, faveur accordée aux membres du personnel des écoles primaires, gardiennes et d'adultes par la loi du 25 août 1901, article 2; 3° le maximum des trois quarts du traitement moyen à celui des deux tiers.

Mais le projet maintient le maximum de pension à 5,000 francs et ne parle pas de la revision des pensions déjà conférées.

L'honorable M. Maenhaut a voulu, à toute évidence, favoriser les membres du personnel enseignant communal, composé en très grande partie d'instituteurs et institutrices primaires et d'institutrices gardiennes, et dont la pension, sauf de très rares exceptions, n'atteint pas 5,000 francs.

L'exécution de ce projet, en accordant de sérieux avantages aux professeurs et instituteurs communaux, consacrerait une situation injuste vis-à-vis des professeurs d'établissements d'enseignement moyen et primaire de l'État et du personnel de certaines institutions d'enseignement spécial de l'État.

En effet, le personnel des collèges, des écoles moyennes, normales, industrielles, professionnelles, ménagères et des écoles de dessin, de musique des communes, bénéficierait d'un régime plus favorable que le personnel des athénées, des écoles moyennes et normales et des établissements d'enseignement spécial de l'État.

Cette différence de régime ne peut se justifier, car les mêmes titres et les mêmes services sont requis de part et d'autre.

Si un régime de faveur se justifie pour les instituteurs et institutrices des écoles primaires, gardiennes et d'adultes communales et des écoles primaires adoptées, il devrait aussi s'étendre aux instituteurs et institutrices des sections préparatoires des écoles moyennes de l'État et des communes, de même qu'aux instituteurs et institutrices des écoles primaires d'application annexées aux écoles normales primaires de l'État et des communes.

En effet, un régime différent entre des agents chargés d'un même enseignement, munis du même titre de capacité serait irrationnel.

Le cinquantième est le coefficient que la loi de 1844 avait fixé en faveur du personnel de l'État, en service actif, c'est-à-dire des agents de douane, des accises, des eaux et forêts, de la marine, des chemins de fer, des postes, des mines, agents qui, plus que leurs collègues chargés d'un service sédentaire,

sont exposés à devoir prendre prématurément leur retraite par suite d'infirmités.

Les instituteurs primaires et le personnel des écoles gardiennes est, en général, astreint à un travail épuisant; la proposition de M. Maenhaut tendant à substituer en faveur de ce personnel le cinquantième au cinquante-cinquième paraît justifiée.

Il y a lieu cependant de remarquer que les membres du corps enseignant primaire et secondaire de l'État et des communes bénéficient d'un accroissement de pension du chef de diplômes. En effet, le diplôme d'instituteur primaire compte pour deux années de service, celui de professeur agrégé du degré inférieur ou de régente, pour trois ans, celui de professeur agrégé du degré supérieur ou de docteur, pour quatre ans, et les diplômes spéciaux de capacité pour l'enseignement de la gymnastique et du dessin comptent chacun pour une année de service (loi de 1884). Les instituteurs primaires communaux et adoptés, munis du diplôme légal et des diplômes de capacité précités ont même l'avantage de les cumuler, en matière de pension, sans que toutefois l'ensemble des années de service à faire valoir de ce chef puisse dépasser le nombre de quatre.

La loi du 8 avril 1884, qui assimile, en matière de pension, les diplômes à un, deux, trois ou quatre ans de service, n'est pas applicable aux professeurs des écoles normales et aux inspecteurs de l'enseignement primaire. Il est en effet de jurisprudence que la jouissance des bénéfices attachés à la possession du diplôme est subordonnée à la condition que ceux-ci aient été légalement requis pour occuper une fonction dans l'enseignement. Or, aucune loi n'impose la possession d'un diplôme quelconque pour obtenir et exercer l'emploi de professeur dans les écoles normales ou d'inspecteur des écoles primaires ou normales, et, conséquemment, les membres du personnel des écoles normales et les inspecteurs ne peuvent se prévaloir de leurs diplômes. Nous estimons qu'il y a là une situation qui ne se justifie guère; il n'y a aucun motif d'exclure ce personnel du bénéfice de la loi du 8 avril 1884; d'ailleurs, tous les professeurs des écoles normales primaires doivent *en fait* être diplômés, de même que les inspecteurs.

D'autre part, les services rendus dans les établissements communaux d'enseignement sont admissibles à partir du 1^{er} janvier qui suit l'année au cours de laquelle les intéressés ont atteint l'âge de 19 ans (loi de 1876). Il n'en est pas ainsi du personnel de l'enseignement de l'État. Ce personnel de même que les autres fonctionnaires de l'État ne peuvent faire valoir que les services qu'ils ont rendus à partir de l'âge de 21 ans.

Du chef de diplômes et aussi de l'admission des services rendus avant 21 ans, les instituteurs et professeurs communaux bénéficient de trois à six années sur les agents de l'État et de un à deux ans sur les instituteurs et professeurs des établissements de l'État, tandis que ces derniers ont l'avantage du diplôme seulement, soit deux, trois ou quatre ans sur les autres fonctionnaires de l'État.

En fait, l'anomalie qui existe au sujet de l'âge à partir duquel les services

sont admissibles ne se produit que parmi les instituteurs, institutrices, régents et régentes, qui, surtout les instituteurs et les régents, sont presque toujours diplômés et en fonctions avant l'âge de 24 ans.

Les docteurs sont généralement diplômés après cet âge.

Cette anomalie disparaîtrait si le bénéfice de la loi du 16 mai 1876, article 7, était étendu au personnel de l'enseignement de l'État.

La Section centrale estime qu'il y a lieu de légiférer dans ce sens.

Sous le régime actuel (deux tiers de la moyenne du traitement des cinq dernières années et un cinquante-cinquième), les membres du personnel de l'enseignement de l'État et des communes atteignent la limite maxima de la pension après trente-six ans et huit mois de services, y compris les années affectées aux diplômes, soit habituellement à l'âge de 55 ans.

En admettant le coefficient de un cinquante-cinquième et les trois quarts du revenu moyen, il faudrait quarante et un ans et trois mois de services pour atteindre le maximum de la pension; les intéressés auraient généralement atteint l'âge de 59 ans et 3 mois.

En admettant le coefficient de un cinquantième et les deux tiers du revenu moyen, il faudrait une carrière de trente-trois ans et quatre mois, y compris les diplômes, pour atteindre le maximum de la pension; les titulaires arriveraient à ce résultat à l'âge de 51 $\frac{1}{2}$ ans.

En admettant le coefficient du cinquantième et les trois quarts du revenu moyen, il faudrait une carrière de trente-sept ans et six mois, y compris les diplômes, pour arriver au maximum de la pension que les titulaires atteindraient à l'âge de 55 $\frac{1}{2}$ ans. (Voir tableau A.)

EXAMEN DE LA PROPOSITION DE M. COCQ.

Le projet déposé par l'honorable M. Cocq, le 2 février 1910, se différencie du précédent en ce que :

1° Il appelle aux bénéfices du maximum de 7,500 francs et des trois quarts de la moyenne des traitements le personnel enseignant et administratif des établissements d'enseignement de l'État et des communes et les instituteurs des écoles adoptées;

2° Il réserve le coefficient du cinquantième au personnel enseignant et administratif des écoles primaires, gardiennes et d'adultes communales et des écoles primaires adoptées;

3° Il fixe, comme base de la pension des membres du personnel enseignant de l'État et des communes, la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives;

4° Il revise les pensions en cours d'après les bases ci-dessus ;

5° Il ouvre au Ministère des Finances un crédit spécial de 13,000 francs pour couvrir les frais de la revision des pensions.

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de ce projet accorde donc le maximum de 7,500 francs et des trois quarts du revenu moyen :

a) Aux inspecteurs de l'enseignement moyen, de l'enseignement normal et de l'enseignement primaire, fonctionnaires de l'État (art. 1^{er}, 3°) ;

b) Aux membres du personnel enseignant et administratif des établissements d'instruction moyenne de l'État et des communes (art. 1^{er}, 1° et 4°) ;

c) Aux membres du personnel enseignant et administratif des écoles normales de l'État et des communes (art. 1^{er}, 2° et 4°) ;

d) Aux membres du personnel enseignant et administratif des écoles communales primaires, gardiennes ou d'adultes et aux instituteurs belges, laïcs et diplômés des écoles primaires adoptées (art. 1^{er}, 3°) ;

e) Aux membres du personnel enseignant et administratif des établissements communaux d'enseignement spécial (écoles industrielles, professionnelles, ménagères, de dessin, de musique, d'agriculture, etc. (art. 1^{er}, 4°) ;

f) Au personnel administratif et enseignant de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et des écoles moyennes d'agriculture de l'État (art. 1^{er}, 6°) ;

g) Aux directeurs et inspecteurs communaux (art. 1^{er}, 4°).

Cette énumération comprend :

1° Le corps enseignant et administratif des établissements d'instruction de l'État exclu, par l'article 4 de la loi du 10 janvier 1886, du retour aux avantages de l'article 13 (maximum 7,500 et trois quarts) de la loi du 21 juillet 1844 ;

2° Les professeurs et instituteurs communaux qui font l'objet de la loi du 16 mai 1876 ;

3° Les instituteurs des écoles adoptées (loi du 23 août 1901).

L'auteur du projet a voulu évidemment étendre le bénéfice du maximum de la pension de 7,500 francs et des trois quarts à tous les membres du personnel actuellement admissibles à la pension, de tous les établissements d'enseignement ⁽¹⁾ de l'État et des communes.

On peut dès lors se demander si l'énumération des différentes catégories de ce personnel est bien nécessaire à l'article 1 du projet. N'est-ce pas plutôt dangereux ? Car si cette liste peut être dressée de façon à être complète au moment de l'élaboration de la loi, il se pourrait qu'à l'avenir elle ne suffise plus à la suite de la création d'établissements ne rentrant dans aucune catégorie de ceux dénommés à l'article 1 du projet.

(1) Sauf les conservatoires royaux de musique et les académies royales des Beaux-Arts.

Il est à remarquer d'ailleurs que le personnel du Musée industriel de Morlanwelz, le personnel enseignant civil des établissements d'enseignement moyen et primaire ressortissant au Ministère de la Guerre ne sont compris dans aucune des catégories de fonctionnaires énumérées ci-dessus.

Cette omission nous paraît injustifiée.

Il nous semble équitable que la loi nouvelle soit étendue sans exception à tout le personnel, admissible à la pension, des établissements d'enseignement de l'État, des communes et des écoles adoptées qui n'en bénéficie pas par suite de l'exclusion dont il a été l'objet par les dispositions de l'article 4 de la loi du 10 janvier 1886.

ART. 2. — L'auteur du projet stipule que le coefficient du cinquantième sera substitué au coefficient du cinquante-cinquième dans le calcul des pensions des instituteurs membres du personnel enseignant et administratif des écoles primaires, gardiennes et d'adultes communales et adoptées dont les fonctions réclament incontestablement une dépense de force et d'énergie qui altère rapidement et gravement la santé (Exposé des motifs).

Faisons d'abord remarquer que le personnel des écoles gardiennes et d'adultes adoptées n'est pas admissible à la pension.

Si le projet de l'honorable M. Maenhaut, en admettant au même avantage tous les professeurs et instituteurs communaux, créait un régime de faveur au profit des professeurs communaux, celui de l'honorable M. Cocq ne s'étend qu'au personnel des écoles primaires, gardiennes et d'adultes communales et adoptées, à l'exclusion des instituteurs et institutrices *des écoles d'application annexées aux écoles normales* et des instituteurs et institutrices *des sections préparatoires annexées aux écoles moyennes*, tant de l'État que des communes.

Cependant les instituteurs des écoles d'application et des sections préparatoires sont astreints aux mêmes exigences que les instituteurs primaires communaux et adoptés. Les programmes des études sont identiques, et les mêmes titres sont exigés des membres du personnel enseignant.

D'autre part, s'il est équitable d'avantager les instituteurs et institutrices des écoles primaires et gardiennes dont le service est épuisant, en est-il de même du personnel administratif de ces établissements, des maîtres spéciaux et des professeurs aux écoles d'adultes qui ne sont pas instituteurs chargés régulièrement d'une classe?

Il nous paraît que si la substitution du cinquantième au cinquante-cinquième se justifie en faveur des instituteurs et institutrices des classes d'enseignement primaire et gardienne tant de l'État que des communes, cette faveur ne doit pas s'étendre au personnel administratif, aux maîtres spéciaux ni au personnel enseignant des écoles d'adultes qui ne seraient pas chargés, en ordre principal, d'une classe primaire ou gardienne.

ART. 3. — Actuellement les pensions des membres du personnel *enseignant* des écoles communales primaires, gardiennes et d'adultes et des

écoles primaires adoptées, seules, sont basées sur la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années (loi du 23 août 1901).

Le projet de M. Cocq étend cet avantage à tout le personnel des établissements d'enseignement tant de l'État que des communes.

Cette extension ne peut créer qu'un accroissement de charges fort peu important, si des abus ne se produisent pas.

Nous avons dit plus haut pour quelles raisons la loi du 23 août 1901 avait innové en cette matière.

Les cas d'application sont fort peu fréquents en dehors du personnel de l'enseignement primaire. Ils ne peuvent se présenter que lorsqu'un professeur est déchargé, sans compensation, d'une fonction accessoire pour laquelle il était spécialement rétribué, ou encore lorsque le minerval et le boni dans les athénées et les écoles moyennes ont baissé.

Cette disposition peut avoir pour conséquence d'amener des professeurs qui ont obtenu des cumuls en vue d'augmenter leurs pensions à se démettre de leurs fonctions accessoires dès que leur revenu scolaire aura atteint le maximum. Il se pourra alors que le bénéfice de ces cumuls soit accordé à d'autres professeurs qui obtiendront, à leur tour, une augmentation de pension inespérée dans l'état de la législation actuelle.

En vue d'éviter les abus et en même temps de donner satisfaction aux justes revendications du corps enseignant, il est possible de *limiter* la faveur au personnel des établissements d'enseignement de l'État et à celui des établissements d'enseignement moyen et normal primaire des communes et en ne tenant compte que des revenus attachés aux fonctions principales et accessoires remplies à l'établissement principal auquel appartient l'intéressé ou à des établissements similaires. De plus, la mesure ne s'appliquerait que lorsque la diminution du revenu ne serait pas le fait de l'intéressé, c'est-à-dire la réduction du minerval ou du boni, une mutation dans l'intérêt du service, la suppression d'un emploi, etc., à l'exclusion de démission volontaire ou de retrait d'emploi d'office ou par mesure disciplinaire.

ART. 4. — M. Cocq propose de réviser les pensions en cours d'après les bases de son projet.

Il s'est inspiré de l'article 2 de la loi du 10 janvier 1886, qui a autorisé la révision d'office des pensions accordées aux fonctionnaires et employés civils et dont le maximum n'avait pu dépasser 5,000 francs ou les $\frac{2}{3}$ du traitement moyen, en vertu de la loi de 1849.

La Section centrale estime que les pensions en cours doivent être révisées et mises en concordance avec les dispositions nouvelles proposées par elle.

ART. 5. — Cet article ouvre un crédit de 15,000 francs au Ministère des Finances pour couvrir les frais résultant de la révision des pensions. Cette disposition figure textuellement dans la loi du 10 janvier 1886. Chaque Ministère devait, en 1886, collaborer au travail de révision des

pensions; il était donc rationnel de centraliser l'imputation des frais au Département des Finances.

Il n'en serait pas de même de la revision des pensions des membres du personnel enseignant : Ceux-ci ressortissent tous au Ministère des Sciences et des Arts, à l'exception de trois ou quatre établissements spéciaux de l'État.

Le crédit devrait donc être rattaché au Budget du Ministère des Sciences et des Arts (voir tableau B).

* * *

Nous avons terminé l'examen des deux projets de MM. Maenhaut et Cocq.

Tenant compte des observations et critiques diverses qu'ils soulèvent, nous avons adopté un texte qui nous paraît répondre aux vœux des auteurs des projets eux-mêmes et aux désirs de la très grande majorité des membres de la Chambre; ce texte consacre les principales améliorations préconisées par le personnel enseignant.

Ce projet de la Section centrale apporte des augmentations notables aux pensions des instituteurs communaux et adoptés.

La Section centrale a pensé qu'il serait peu équitable de ne pas étendre sa sollicitude à une catégorie très méritante aussi du personnel enseignant, nous voulons parler des instituteurs adoptables. Il s'agit ici des membres ou anciens membres du personnel des écoles primaires libres dont le programme comportait au moins l'enseignement des branches légalement obligatoires à l'époque où les services ont été rendus. On sait que ces instituteurs n'obtiennent dans leurs vieux jours que les minimales rentes ou pensions qu'ils s'assurent par l'affiliation à une mutualité de retraite ou à une caisse de pension autonome. Ces rentes ou pensions, qui sont généralement de 500 francs, atteignent rarement, après de longues années d'affiliation, la somme de 600 à 700 francs. C'est manifestement trop peu après une vie entière consacrée à l'enseignement populaire et par conséquent à un service public.

La Section centrale vous propose d'accorder à ces agents un complément de pension qui serait régi par les mêmes règles que celles concernant les instituteurs communaux et adoptés. Comme il ne s'agit que d'un complément de pension, la disposition que nous proposons se limite aux $\frac{5}{5}$ de la pension normale. La charge financière en incomberait à l'État. Il résulte d'ailleurs des tableaux ci-annexés que ce complément aux projets de MM. Cocq et Maenhaut n'entraîne qu'un minime sacrifice financier (voir tableau C).

Ces diverses considérations nous permettent d'espérer que la Chambre entière se ralliera à la manière de voir de la Section centrale.

Le Rapporteur,

Louis PETIT.

Le Président,

E. NERINX.

(19)

TEXTE DE LA PROPOSITION DE M. MAENHAUT.

Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.

ARTICLE UNIQUE.

Le paragraphe 4 de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins est modifié de la manière suivante :

« La pension sera liquidée à raison, pour chaque année de service, de $\frac{1}{50}$ de la moyenne du traitement, casuel et émoluments compris, dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années.

» Aucune pension ne peut excéder les trois quarts du traitement qui sert de base à la liquidation, ni une somme de 5,000 francs. »

Wetsvoorstel waarbij de wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen wordt gewijzigd.

EENIG ARTIKEL.

Paragraaf 4 van artikel 7 der wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen, wordt gewijzigd als volgt :

« Het pensioen wordt berekend naar evenredigheid, voor elk dienstjaar, van $\frac{1}{50}$ van het gemiddeld bedrag der jaarwedde, met inbegrip van de bijkomende verdiensten, door den belanghebbende genoten gedurende de laatste vijf jaren.

» Geen pensioen mag gaan boven drie vierden van de jaarwedde welke tot grondslag dient aan de pensioensberekening, noch boven de som van 5,000 frank. »

J. MAENHAUT.

TEXTE DE LA PROPOSITION DE MM. COCQ ET CONSORTS.

Proposition de loi sur les pensions
du personnel enseignant.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1886, relatives aux *maxima*, sont applicables à la liquidation des pensions :

1° Des membres du corps administratif et enseignant des établissements d'instruction moyenne dirigés par le Gouvernement;

2° Des membres du corps administratif et enseignant des établissements normaux d'instituteurs et d'institutrices de l'État;

3° Des inspecteurs et inspectrices des mêmes établissements ou des écoles primaires communales et adoptées, jouissant, comme fonctionnaires de l'État, d'un traitement sur le Trésor public;

4° Des professeurs, directeurs et inspecteurs communaux;

5° Des membres du personnel enseignant des écoles communales primaires, gardiennes ou d'adultes, ainsi que des membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées, ayant la

Wetsvoorstel op de pensioenen van het
onderwijzend personeel.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen vervat in het 3^{de} lid van artikel 1 der wet van 10 Januari 1886, betreffende de *maxima*, zijn van toepassing op de berekening der pensioenen van :

1° De leden van het beheerend en onderwijzend korps van de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, door den Staat bestuurd;

2° De leden van het beheerend en onderwijzend korps der normale inrichtingen voor onderwijzers en onderwijzeressen van den Staat;

3° De opzieners en opziensters van dezelfde inrichtingen of van de lagere gemeentescholen of lagere aangenomen scholen, die, als Staatsbeambten, eene door de Schatkist betaalde jaarwedde genieten;

4° De leeraren, bestuurders en toezieners van gemeentescholen;

5° De leden van het onderwijzend personeel der gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen of scholen voor volwassenen, alsmede de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen

qualité de Belge et auxquels s'appliquent les articles 13 et 15 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 septembre 1895;

6° Du personnel administratif et enseignant de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et des écoles moyennes d'agriculture de l'État.

ART. 2.

Le tableau annexé à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 est complété par l'adjonction des membres du personnel enseignant et administratif des écoles primaires, gardiennes et d'adultes, communales et adoptées. Chaque année de service compte, dans la liquidation, pour $\frac{1}{50}$ du traitement qui sert de base à la pension.

ART. 3.

Le traitement qui sert de base à la liquidation de la pension des membres du corps enseignant repris à l'article 1^{er} est la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives.

ART. 4.

Les pensions des membres du corps enseignant admis à la retraite ou pensionnés avant la mise en vigueur de la présente loi seront revisées d'après les bases indiquées aux articles 1, 2 et 3 avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1910.

lagere scholen, die de hoedanigheid van Belg bezitten en op wie de artikelen 13 en 15 der organieke wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs van toepassing zijn;

6° Het beheerend en onderwijzend personeel van het Hooger Handelsinstituut te Antwerpen en van de Staatsmiddelbare scholen voor landbouw.

ART. 2.

De bij artikel 8 der wet van 21 Juli 1844 gevoegde tabel wordt aangevuld door toevoeging van de leden van het beheerend en onderwijzend personeel der lagere scholen, der bewaarscholen en der scholen voor volwassenen, zowel gemeentescholen als aangenomen scholen. Elk dienstjaar telt, bij de pensioensberekening, voor $\frac{1}{50}$ van de jaarwedde die tot grondslag dient aan het pensioen.

ART. 3.

De jaarwedde die tot grondslag dient aan de berekening van het pensioen der leden van het onderwijzend korps, in artikel 1 vermeld, is het meest voordelige gemiddeld bedrag der jaarwedden van vijf achtereenvolgende jaren.

ART. 4.

De pensioenen der leden van het onderwijzend korps, tot het pensioen toegelaten of op pensioen gesteld vóór het in werking treden van deze wet, worden herzien naar de grondslagen aangeduid in de artikelen 1, 2 en 3, met ingentreding te rekenen van 1 Januari 1910.

ART. 5.

Un crédit spécial de 15,000 francs est ouvert au Ministère des Finances pour couvrir les frais résultant de la revision des pensions des membres du corps enseignant, conformément aux dispositions de la présente loi. Il sera rattaché au Budget de ce Département pour l'exercice 1910.

ART. 5.

Een bijzonder krediet van 15,000 frank wordt ter beschikking van het Ministerie van Financiën gesteld tot bestrijding van de kosten die, ingevolge deze wet, voortspruitende uit de herziening der pensioenen van de leden van het onderwijzend korps. Het wordt opgenomen in de Begrooting van dat Departement voor het dienstjaar 1910.

FERNAND COCQ,

FG. MASSON,

A. BUYL.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1886 sont applicables au personnel des établissements d'instruction de l'État, qui ne bénéficient pas d'un régime plus favorable, aux professeurs et instituteurs communaux, aux instituteurs des écoles adoptées admissibles à la pension en vertu de la loi du 25 août 1901, ainsi qu'aux instituteurs des écoles adoptables, admissibles à la pension en vertu de la présente loi.

ART. 2.

Dans la liquidation de la pension des instituteurs et institutrices des écoles primaires gardiennes et d'adultes communales, des écoles d'application annexées aux écoles normales de l'État et des communes, des sections préparatoires d'instruction primaire annexées aux établissements d'enseignement moyen de l'État et des communes, des écoles primaires adoptées et adoptables, chaque année de service comptera pour 1/50 du revenu attaché aux dites fonctions et qui sert de base à la pension.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van het tweede lid van artikel 1 der wet van 10 Januari 1886 zijn toepasselijk op het personeel der onderwijsgestichten van den Staat, waarop geen meer voordeelige regel van toepassing is; op de gemeentelijke leeraren en onderwijzers; op de onderwijzers der aangenomen scholen, tot het pensioen toegelaten ingevolge de wet van 25 Augustus 1901, alsmede op de onderwijzers der aanneembare scholen, tot het pensioen toegelaten uit krachte van deze wet.

ART. 2.

Bij de berekening van de pensioenen der onderwijzers en onderwijzeressen van de gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen; van de applicatie-scholen toegevoegd aan de normaalscholen van den Staat en van de gemeenten; van de voorbereidende afdeelingen voor lager onderwijs toegevoegd aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs van den Staat en van de gemeenten; van de aangenomen en aanneembare lagere scholen, telt elk dienstjaar voor 1/50 van het inkomen, aan genoemde ambten verbonden en tot grondslag aan het pensioen dienende.

ART. 3.

Le traitement qui sert de base à la liquidation de la pension des membres du personnel des établissements d'enseignement de l'État et des établissements d'instruction moyenne et normale primaire des communes, est la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives.

Pour la détermination de la période de cinq années, il est tenu compte du revenu attaché aux fonctions principales et accessoires pour autant que celles-ci aient été remplies au même établissement que les premières ou dans un établissement similaire.

Toutefois, lorsque la diminution du revenu est le fait de l'intéressé, par suite de retrait d'emploi, soit par mesure disciplinaire, soit d'office, la période des cinq dernières années sera adoptée pour fixer le taux de la pension.

ART. 4.

L'article 2 de la loi du 8 avril 1884 est applicable au personnel des écoles normales de l'État et des communes et des inspecteurs de l'enseignement moyen, normal et primaire.

Le 4° du même article est complété comme suit :

Le diplôme d'institutrice gardienne, dûment entériné par le jury institué par le Gouvernement;

Le diplôme ou certificat, délivré par le jury institué par le Gouvernement, et constatant l'aptitude à l'enseignement du travail manuel, de l'économie domestique et de l'agriculture dans les établissements d'enseignement moyen, normal ou primaire de l'État et des communes.

ART. 3.

De jaarwedde, dienende tot grondslag aan de berekening van het pensioen der leden van het personeel der onderwijsgestichten van den Staat en der gemeentelijke inrichtingen voor middelbaar en normaal onderwijs, is het meest voordeelig gemiddelde der jaarwedden van vijf achtereenvolgende jaren.

Voor de vaststelling van het tijdperk van vijf jaren, wordt rekening gehouden met het inkomen verbonden aan de hoofd- en bijkomende ambten, voor zooveel laatstgenoemde werden vervuld bij dezelfde inrichting als de eerstgenoemde of bij eene gelijksoortige inrichting.

Evenwel, wanneer de vermindering van inkomen moet worden toegeschreven aan den belanghebbende, tengevolge van ontslag, hetzij als tuchtmaatregel, hetzij ambtshalve, wordt het tijdperk der laatste vijf jaren aangenomen tot bepaling van het bedrag van het pensioen.

ART. 4.

Artikel 2 der wet van 8 April 1884 is van toepassing op het personeel der normaalscholen van den Staat en van de gemeenten, alsmede op dit der opzieners van het middelbaar, normaal en lager onderwijs.

N° 4° van hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

Het diploma van onderwijzeres aan eene bewaarschool, behoorlijk bekrachtigd door de jury, van regeeringswege aangesteld;

Het diploma of getuigschrift, afgegeven door de jury, van regeeringswege aangesteld, en vaststellende de bevoegdheid voor onderwijs in handenarbeid, huishoudkunde en landbouw aan de inrichtingen voor middelbaar, normaal of lager onderwijs van den Staat en van de gemeenten.

ART. 5.

Les dispositions du paragraphe final de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 sont applicables aux membres du personnel des établissements d'enseignement moyen et normal de l'État.

ART. 6.

Il est accordé aux instituteurs adoptables une pension à titre de complément aux rentes ou pensions qu'ils acquièrent par l'intermédiaire de leurs mutualités de retraite ou de pension.

Sauf qu'elle ne s'élèvera qu'aux trois cinquièmes de la pension normale, cette pension complémentaire, exclusivement à charge du Trésor public, sera pour le surplus régie par les dispositions légales et réglementaires qui concernent les pensions des instituteurs communaux et adoptés.

Les instituteurs adoptables sont admis à s'affilier à la Caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux et adoptés.

ART. 7.

Les pensions en cours des membres du personnel enseignant seront révisées, conformément aux bases admises par la présente loi, avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1912.

ART. 5.

De bepalingen der slotaline van artikel 7 der wet van 16 Mei 1876 zijn van toepassing op de leden van het personeel der inrichtingen voor middelbaar en normaal onderwijs van den Staat.

ART. 6.

Aan de aanneembare onderwijzers wordt een pensioen toegekend als aanvulling van de renten of pensioenen die ze verwerven door bemiddeling van hunne pensioensmutualiteiten.

Behalve dat het slechts tot drie vijftenden van het gewoon pensioen gaat, wordt dit aanvullend pensioen, komende uitsluitend ten laste van de Schatkist, voor het overige beheerscht door de bepalingen der wetten en verordeningen die de pensioenen der gemeentelijke en aangenomen onderwijzers betreffen.

De aanneembare onderwijzers hebben het recht, zich aan te sluiten bij de Kas der weduwen en weezen van de gemeentelijke en aangenomen leeraren en onderwijzers.

ART. 7.

De loopende pensioenen der leden van het onderwijzend personeel worden herzien overeenkomstig de grondslagen door deze wet aangenomen, met ingetreding te rekenen van 1 Januari 1912.

$$\binom{9}{20}$$

ANNEXES

Tableau A. — Charges présumées

				1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.
Coefficient de $\frac{1}{50}$	{	Etat. . .	10,800 »	21,376 »	31,016 »	
		Provinces .	5,400 »	10,638 »	15,508 »	
		Communes.	10,800 »	21,376 »	31,016 »	
	TOTAL		27,000 »	53,390 »	77,540 »	
Maximum des $\frac{3}{4}$	{	Etat. . .	10,400 »	20,420 »	29,872 »	
		Provinces .	5,200 »	10,210 »	14,936 »	
		Communes.	10,400 »	20,420 »	29,872 »	
	TOTAL		26,000 »	51,050 »	74,680 »	
Total des charges des deux dispositions précitées.	{	État . . .	21,200 »	41,776 »	60,888 »	
		Provincés .	10,600 »	20,888 »	30,444 »	
		Communes.	21,200 »	41,776 »	60,888 »	
	TOTAL		53,000 »	104,440 »	152,220 »	
Augmentation normale annuelle à raison de l'accroissement du nombre et du taux des pensions				»	3 260 »	6,680 »
				53,000 »	107,700 »	158,900 »

du projet de loi de M. Maenhaut.

	4 ^e année.	5 ^e année.	6 ^e année.	7 ^e année.	8 ^e année.	9 ^e année.	10 ^e année.
	39,640 »	46,872 »	52,520 »	56,492 »	58,800 »	59,600 »	59,096 »
	19,820 »	23,436 »	26,260 »	28,246 »	29,400 »	29,800 »	29,548 »
	39,640 »	46,872 »	52,520 »	56,492 »	58,800 »	59,600 »	59,096 »
	99,100 »	117,180 »	131,300 »	141,230 »	147,000 »	149,000 »	147,740 »
	38,160 »	45,128 »	50,680 »	54,308 »	56,400 »	57,600 »	56,904 »
	19,080 »	22,564 »	25,340 »	27,154 »	28,200 »	28,800 »	28,452 »
	38,160 »	45,128 »	50,680 »	54,308 »	56,400 »	57,600 »	56,904 »
	95,400 »	112,820 »	126,700 »	135,770 »	141,000 »	144,000 »	142,260 »
	77,800 »	92,000 »	103,200 »	110,800 »	115,200 »	117,200 »	116,000 »
	38,900 »	46,000 »	51,600 »	55,400 »	57,600 »	58,600 »	58,000 »
	77,800 »	92,000 »	103,200 »	110,800 »	115,200 »	117,200 »	116,000 »
	194,500 »	230,000 »	258,000 »	277,000 »	288,000 »	293,000 »	290,000 »
	10,000 »	13,100 »	15,800 »	18,000 »	19,800 »	21,000 »	21,600 »
	204,500 »	243,100 »	273,800 »	295,000 »	307,800 »	314,000 »	311,600 »

Tableau B. — Charges présumées

ANNÉES.	PENSIONS FUTURES.											
	Art. 1 ^{er} . Maxima $\frac{3}{4}$ et 7,500			Art. 2. $\frac{1}{60}$	Art. 3. Revenu moyen le plus favorable.			Récapitulation des trois				
	Personnel des établissements de l'Etat.	Personnel communal et instituteurs adoptés.	TOTAL.	Personnel des écoles primaires, gardiennes et adultes et des écoles adoptées.	Personnel des établissements de l'Etat.	Professeurs communaux.	TOTAL.	Personnel des établissements de l'Etat.			Personnel des	
								Charges directes résultant des dispositions nouvelles. — Total col. 2 et 6.	Charges indirectes résultant de l'accroissement normal du nombre et du taux des pensions.	TOTAL des charges de l'Etat.	Charges directes résultant des dispositions nouvelles. — Total col. 3, 5 et 7.	Charges indirectes résultant de l'accroissement normal du nombre et du taux des pensions.
1	2	3	4	5	6	7	8					
1 ^{re}	12,000	26,000	38,000	25,000	300	200	500	12,300	»	12,300	51,200	»
2 ^e	23,600	51,200	74,800	49,300	590	390	980	24,190	750	24,940	100,890	3,110
3 ^e	35,000	74,700	109,700	72,100	860	580	1,440	35,860	1,540	37,400	147,380	6,420
4 ^e	43,000	95,400	138,400	92,000	1,100	740	1,840	44,100	2,400	46,500	188,140	9,700
5 ^e	54,000	112,800	166,800	108,300	1,300	890	2,190	55,300	3,000	58,300	221,990	12,810
6 ^e	58,500	126,400	184,900	121,400	1,460	990	2,450	59,960	3,740	63,700	248,790	15,260
7 ^e	62,500	136,900	199,400	130,600	1,570	1,060	2,630	64,070	4,230	68,300	268,560	17,440
8 ^e	65,500	141,600	207,100	136,000	1,640	1,100	2,740	67,140	4,560	71,700	278,700	19,200
9 ^e	66,500	143,500	210,000	137,900	1,760	1,120	2,880	68,260	4,840	73,100	282,520	20,280
10 ^e	66,000	142,300	208,300	136,700	1,740	1,110	2,850	67,740	4,910	72,650	280,110	20,890

du projet de loi de M. Cocq.

				PENSIONS REVISÉES.						Total général pour les 4 articles.			
articles.				Art. 4.						État.	Provinces.	Communes.	TOTAL.
écoles des communes.				État.			Provinces.	Communes.	TOTAL.				
général.	TOTAL			Personnel des établissements de l'État.	Personnel communal et instituteurs adoptés.	TOTAL.							
	Répartition entre :												
	État.	Pro- vinces.	Com- munes.										
51.200	20,480	10,240	20,480	101,650	204,540	301,190	102,270	204,540	608,000	333,970	112,510	225,020	671,500
104,000	41,600	20,800	41,600	93,750	194,500	288,250	97,250	194,500	580,000	354,790	118,050	236,100	708,940
153.800	58.952	29,476	58,952	85,550	183,960	269,510	91,980	183,960	545,450	365,862	121,456	242,912	730,230
197.840	79,136	39,568	79,136	77,050	173,030	250,080	86,515	173,030	509,625	375,716	126,083	252,166	753,965
234,800	93,920	49 960	93,920	68,240	161,710	229,950	80,885	161,710	472,515	382,170	127,815	255,630	765,615
264,050	105,620	52,810	105,620	59,120	150,000	209,120	75,000	150,000	434,120	378,440	127,810	255,620	761,870
286,000	114,400	57,200	114,400	49,720	137,420	187,140	68,710	137,420	393,270	369,840	125,910	251,820	747,570
297 900	119 080	59 540	119,080	40 000	124,540	164,540	62,270	124,540	351,350	355,320	121,810	243,620	720,750
302,800	121 120	60,560	121,120	30,000	111,260	141,260	55,630	111,260	308,150	335,480	116,190	232,380	684,050
301,000	120,100	60 200	120,400	19,700	97,600	117,300	48,800	97,600	263,700	310,500	109,000	218,000	637,500

Tableau C. — *Conséquences financières de l'extension du projet de la Section centrale aux membres laïques du personnel enseignant des écoles adoptables.*

	Dépense totale à charge de l'État en supposant sa part fixée à $\frac{3}{5}$.
1 ^{re} année	10,800 »
2 ^e id.	18,600 »
3 ^e id.	25,200 »
4 ^e id.	31,800 »
5 ^e id.	45,000 »
6 ^e id.	49,000 »
7 ^e id.	51,000 »
8 ^e id.	54,600 »
9 ^e id.	57,600 »
10 ^e id.	60,000 »

(4)

(N° 184)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1912.

- 1° Wetsvoorstel waarbij de wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen wordt gewijzigd.
- 2° Wetsvoorstel op het pensioen van het onderwijzend personeel (1).
-

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PETIT**.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling onderzocht de twee wetsvoorstellen, waarvan het eene uitgaat van den heer Maenhaut en werd overgelegd op 8 December 1909, het andere van den heer Cocq en medeleden, gedagteekend 2 Februari 1910.

Alvorens op te sommen de redenen waarom de Middenafdeeling de haar voorgelegde twee ontwerpen heeft gewijzigd en een nieuwen tekst voorstelt, denken wij kortbondig te moeten herinneren aan de voornaamste bepalingen van de nog al ingewikkelde wetgeving op het pensioen van het onderwijzend personeel.

Nadien zullen wij de artikelen van de twee ontwerpen onderzoeken en daaraan toevoegen de opmerkingen welke zij in de Middenafdeeling hadden uitgelokt.

Ten slotte, hechten wij aan dit verslag eene tabel van de geldelijke lasten welke moeten voortvloeien uit de aanneming van een der beide ontwerpen.

(1) Wetsvoorstellen, n° 41 en 70 (zittingsjaar 1909-1910).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCKX, bestond uit de heeren DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, HORLAIT, HUYSHAUWER, WAGWERMANS, MAENHAUT, PETIT.

Historiek.

Het onderwijzend en besturend personeel van de onderwijsgestichten, dat een Staatspensioen kan genieten, is samengesteld als volgt :

A. Het personeel der gestichten van hooger onderwijs, bevattend de Staatshoogescholen, de instituten en scholen voor hooger onderwijs; doorgaans geniet dit personeel het emeritaat;

B. Het personeel van de koninklijke atheneums, 's Rijks middelbare scholen, de lagere en middelbare normaalscholen van den Staat, van enkele Rijksgestichten voor bijzonder onderwijs en van het toezicht;

C. Het personeel van de lagere gemeentescholen, van de gemeentelijke bewaarscholen en scholen voor volwassenen, het Belgisch wereldlijk en gediplomeerd onderwijzend personeel der aangenomen lagere scholen, het onderwijzend en besturend personeel van al de *gemeentelijke* onderwijs-gestichten, als daar zijn colleges, middelbare scholen, normaalscholen, nijverheidsscholen, beroeps-, huishoud-, landbouwscholen, teekenscholen en academiën, muziekscholen, enz.

Voor het rustpensioen komt het personeel van het hooger onderwijs niet in aanmerking, vermits het doorgaans het emeritaat geniet.

Wij houden ons vooral bezig met het personeel van de Staatsgestichten voor middelbaar en normaal onderwijs en met dit van de gemeentelijke gestichten voor normaal, lager of bijzonder onderwijs en van de aangenomen lagere scholen.

Dit personeel kan worden ingedeeld in drie reeksen :

I. — Het personeel van de gestichten voor middelbaar en normaal onderwijs, afhangende van den Staat of van de gemeenten, en het personeel der schoolopzieners ;

II. — Het personeel van de lagere gemeentescholen, de lagere aangenomen scholen, de gemeentelijke bewaarscholen, scholen voor volwassenen, klassen van lager onderwijs toegevoegd aan de gestichten van middelbaar of normaal onderwijs afhangende van den Staat of van de gemeenten ;

III. — Het personeel van de gestichten voor bijzonder onderwijs afhangende van de gemeenten (conservatoriums, academiën, nijverheids-, beroeps-, landbouw-, teeken-, muziekscholen, enz.).

Het onderwijzend en besturend personeel van Staatsgestichten staat onder den regel van de algemeene wet op de burgerlijke pensioenen, wet van 24 Juli 1844.

Gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers genoten niet de weldaad der wet van 24 Juli 1844.

Reeds vóór 1842 bestonden er eenige voorzorgskassen opgericht door lagere onderwijzers.

De wet van 23 September 1842 tot regeling van het lager onderwijs bekrachtigde het bestaan van de reeds opgerichte kassen en bracht ze tot stand in elke provincie.

In 1848 werd de Centrale Voorzorgskas der stedelijke onderwijzers en leeraars ingesteld.

Bij deze instellingen waren verplicht zich aan te sluiten : het personeel van de lagere gemeentescholen en gemeentelijke bewaarscholen, dit van de gemeentelijke gestichten voor middelbaar onderwijs; er bestond daarvoor toelating voor de onderwijzers bij aangenomen of eenvoudig beschermde scholen, voor meerdere reeksen van personen die zich aan het onderwijs wijdde, en zelfs voor bestuurders van kostscholen.

De verschillende regelen, ingesteld door de provinciale en centrale voorzorgskassen, het gering bedrag van de pensioenen die zij verleenden, het bestaan van menigvuldige onregelmatigheden en de weinig bloeiende staat van het meerendeel dezer instellingen verwekten talrijke klachten, welke de wetgeving aanleiding gaven tot het invoeren van de wet van 16 Mei 1876. Krachtens deze wet werden de voorzorgskassen afgeschaft, genoten de gemeenteonderwijzers en gemeenteleeraars de weldaad der wet van 21 Juli 1844, gewijzigd door die van 17 Februari 1849, en kwamen de pensioenen van deze gemeentebeambten ten laste van den Staat, de provinciën en de gemeenten, onderscheidenlijk in de verhouding van twee vijfden, een vijfde en twee vijfden.

Krachtens de artikelen 8 en 43 der wet van 21 Juli 1844, gewijzigd door de wet van 17 Februari 1849, werd het rustpensioen der leden van het onderwijzend korps van den Staat bepaald, voor ieder jaar dienst, op *een vijf en zestigste* van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren en kon geen pensioen hooger beloopen dan 5,000 frank noch dan *twee derden* van het gemiddeld inkomen der vijf laatste jaren.

Bij artikel 5 der wet van 26 April 1865 werd de grondslag van een vijf en zestigste vervangen door een *zestigste*, voor het personeel van het middelbaar onderwijs, en bij de wet van 10 Mei 1866 voor het personeel der normaalscholen en de opzieners van het lager onderwijs.

Deze regelen werden, zoodra de wet van 16 Mei 1876 in werking trad, toegepast op de *gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers*; nochtans werd hun pensioen geregeld naar het *viyf en vijftigste*, niet naar het *zestigste* (art. 7, § 3).

Artikel 10, § 2, der wet van 31 Mei 1884 verving het *zestigste* door het vijf en vijftigste ten voordeele van *gansch het personeel der onderwijs-gestichten bestuurd door den Staat en van de toezieners* zijnde ambtenaren van den Staat.

De wet van 10 Januari 1886 op de burgerlijke pensioenen herstelde de maxima der drie vierden en van 7,500 frank, die waren bedoeld bij de wet van 1844, doch besliste, bij haar artikel 4, dat de bijzondere bepalingen, die de pensioenen van de magistraten, *van het onderwijzend korps* en van de geestelijkheid regelden, bleven bestaan.

De leden van het personeel der onderwijsgestichten van Staat en gemeenten genoten dus niet de weldaad van den terugkeer tot het maximum-pensioen van 7,500 frank en drie vierden van het gemiddeld inkomen en behielden, alsmede de gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers, het maximum van 5,000 frank en twee derden van het gemiddeld inkomen.

Het gemiddelde van het inkomen der laatste vijf jaren dienst werd in al die achtereenvolgende wetten gehandhaafd als grondslag voor de berekening van het pensioen.

In dit opzicht voerde artikel 2 der wet van 25 Augustus 1901 eene nieuwigheid in, doch enkel ten voordeele van de leden van het *personeel der lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen en der aangenomen lagere scholen* : voor deze beambten geldt *het meest voordeelige gemiddelde* der jaarwedde van de laatste vijf achtereenvolgende jaren als grondslag voor het pensioen. De reden daartoe is gemakkelijk te vatten. Deze maatregel strekt niet om inbreuk te maken op de beginselen, uitgedrukt in de vroegere wetten, maar wel om te verbeteren wat daarin onregelmatig kon zijn.

De wet van 1879 zegt dat het pensioen, evenals dit van een Staatsambtenaar, wordt berekend naar de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren, omdat de wetgever oordeelde dat gedurende dit tijdvak de jaarwedde der gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers het hoogst zou zijn en omdat hij dezen beambten, aan 't einde van hunne loopbaan, een pensioen wilde gunnen, dat zou berekend zijn naar den voor hen meest voordeeligen grondslag.

Doch, voor verscheidene onderwijzers werd de jaarwedde verminderd op 't einde van hunne loopbaan; dit had voor gevolg dat het pensioen van sommigen hunner, berekend naar het gemiddelde van de laatste vijf jaren, niet meer bereikte het hoogste cijfer waarop zij, volgens de opvatting van den wetgever, aanspraak hadden.

Eischen.

Sedert 1886 heeft het korps der onderwijzers herhaaldelijk geklaagd over de uitsluiting, tegen hen uitgesproken door de wet van 10 Januari 1886.

Leden van beide Kamers hebben deze klachten uitgedrukt met de meening dat de toestand diende gewijzigd te worden. De wenschen van het onderwijzend korps gelden nochtans niet enkel de vraag om het bij de wet van 1844 bepaald maximum van 7,500 frank en drie vierden van het gemiddeld inkomen.

De belanghebbenden vragen ook :

1^o Dat het vijf en vijftigste worde vervangen door het vijftigste per jaar dienst voor de berekening van het pensioen ;

2^o Dat het pensioen worde bepaald naar de meest gunstigste gemiddelde

jaarwedde gedurende vijf achtereenvolgende jaren. Dit voordeel genieten reeds, ten gevolge van de wet van 1904, de lagere onderwijzers en het personeel der bewaarscholen en der scholen voor volwassenen;

3^o Dat er rekening worde gehouden met de jaren, in het vrij onderwijs doorgebracht.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL VAN DEN HEER MAENHAUT.

Het ontwerp van den achtbaren heer Maenhaut bedoelt enkel het pensioen van de *gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers*, 't is te zeggen het personeel waarvan sprake is in de wet van 16 Mei 1876, alsmede in die van 25 Augustus 1904 en vermeld onder littera C, bladzijde 2, van dit verslag.

Dit ontwerp vervangt: 1^o den grondslag van het vijf en vijftigste, bepaald bij de wet van 1876, door het vijftigste; 2^o het tijdperk van de achtereenvolgende laatste vijf jaren door dit van de meest voordeelige vijf achtereenvolgende jaren, welke gunst bij de wet van 25 Augustus 1904, artikel 2, is verleend aan de leden van het personeel der lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen; 3^o het maximum van twee derden door dit van drie vierden.

Doch het ontwerp handhaaft het maximum van 5,000 frank en spreekt niet van de herziening der reeds toegestane pensioenen.

De achtbare heer Maenhaut bedoelt blijkbaar de leden van het gemeentewonderwijs te begunstigen, welk personeel meerendeels bestaat uit lagere onderwijzers en onderwijzeressen en uit onderwijzeressen in bewaarscholen, wier pensioen, behalve zeer zeldzame uitzonderingen, niet 5,000 frank bereikt.

De verwezenlijking van dit ontwerp zou ernstige voordeelen verleen en aan de gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers, doch een onrechtvaardigen toestand verwekken voor de leeraars in middelbare en lagere onderwijs-gestichten van den Staat en voor het personeel van sommige Staatsgestichten voor bijzonder onderwijs.

Trouwens, het personeel der colleges, middelbare scholen, normaal-, nijverheids-, beroeps-, huishoud-, teeken-, muziekscholen der gemeenten zou onder een gunstiger stelsel staan dan het personeel van de atheneums, de middelbare scholen, de normaalscholen en de gestichten voor bijzonder onderwijs, die afhangen van den Staat.

Dit verschillend stelsel is niet te billijken, want van weerszijde vergt men dezelfde titels en diensten.

Is een gunststelsel te billijken voor de onderwijzers en onderwijzeressen der gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwas-

senen, dan dient het ook te worden uitgestrekt tot de onderwijzers en onderwijzeressen van de voorbereidende afdeelingen der middelbare scholen van Staat en gemeenten, evenals tot de onderwijzers en onderwijzeressen van de lagere oeffenscholen, toegevoegd aan de lagere normaalscholen van Staat en gemeenten.

Trouwens, een verschillend stelsel voor beambten belast met een zelfde onderwijs, bekwaam in dezelfde mate, ware onredelijk.

Het vijfzigste is de coëfficiënt, bij de wet van 1844 bepaald voor Staatspersoneel in werkelijken dienst, 't is te zeggen tol- en accijsbeambten, bedienden bij wateren en boschwezen, zeewezen, spoorwegen, posterijen, mijnowezen, welke beambten nog meer dan hunne collega's van een sedentairen dienst gevaar loopen, ten gevolge van gebrekkelijkheden, vroegtijdig te moeten aftreden.

De lagere onderwijzers en het personeel der bewaarscholen hebben doorgaans uitputtend werk te verrichten; het voorstel van den heer Maenhaut, om voor dit personeel het vijf en vijfzigste te vervangen door het vijfzigste, schijnt gebillijkt.

Toch valt er op te merken, dat de leden van het onderwijzend korps in den lagere en den tweeden graad bij den Staat en de gemeenten een hooger pensioen genieten wegens diploma's. Trouwens, het diploma van lager onderwijzer telt voor twee jaren dienst, dit van geagregeerd leeraar van den lagere graad of van regentes telt voor drie jaren, dit van geagregeerd leeraar van den hooger graad of van doctor telt voor vier jaren, en de bijzondere diploma's van bekwaamheid voor het onderwijs van gymnastiek en van teekenkunde tellen ieder voor een jaar dienst (wet van 1884). De lagere onderwijzers bij gemeentescholen en aangenomen scholen, voorzien van het wettelijk diploma en van bovenvermelde bekwaamheidsdiploma's, genieten zelfs dit voordeel, dat zij ze kunnen samenvoegen voor het pensioen, evenwel zonder dat de gezamenlijke jaren dienst, uit dien hoofde te doen gelden, meer dan vier kunnen bedragen.

De wet van 8 April 1884, die voor het pensioen de diploma's gelijkstelt met een, twee, drie of vier jaren dienst, is niet van toepassing op de leeraars bij normaalscholen en de opzieners van het lager onderwijs. Immers, het gebruik brengt mede dat het genot van het voordeel, verbonden aan het bezit van het diploma, afhangt van de voorwaarde, dat deze diploma's wettig waren vereischt om eene plaats in het onderwijs te bekleeden. Welnu, niet eene wet dringt het bezit op van om 't even welk diploma om de betrekking van leeraar in de normaalscholen of opziener van de lagere scholen of normaalscholen te verwerven en te vervullen; bijgevolg kunnen de leden van het personeel der normaalscholen en de schoolopzieners niet bogen op hunne diploma's. Volgens ons bestaat hier een niet te billijken toestand; er bestaat niet de minste reden om dit personeel het voordeel der wet van 8 April 1884 te onthouden; overigens, moet elke leeraar bij de lagere normaalscholen *feitelijk* gediplomeerd zijn, evenals de schoolopzieners.

Anderdeels, kunnen de diensten, bewezen in gemeentelijke onderwijs-gestichten, aangerekend worden te beginnen van 1 Januari na het jaar waarin de belanghebbenden den leeftijd van 19 jaar hebben bereikt (wet van 1876). Dit is niet het geval met het personeel van Staatsonderwijs. Dit personeel kan slechts, evenals alle andere Staatsambtenaren, de diensten inroepen, welke zij sedert den leeftijd van 21 jaar hebben bewezen.

Wégens diploma's en het mederekenen van de diensten, bewezen vóór den leeftijd van 21 jaar, zijn de gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers van drie tot zes jaren voor op de Staatsbeambten en van een tot twee jaren op de onderwijzers en leeraars der Staatsgestichten, terwijl deze laatsten slechts het voordeel van het diploma gemeten, dus drie of vier jaar vooruit op de overige ambtenaren van den Staat.

Feitelijk wordt de strijdigheid, bestaande betreffende den leeftijd te rekenen waarvan de diensten kunnen aangerekend worden, slechts waargenomen onder de onderwijzers en regenten van beider kunne, dié, vooral de onderwijzers en regenten, schier altijd gediplomeerd zijn en dienst doen vóór den leeftijd van 21 jaar.

De doctoren zijn in den regel gediplomeerd vóór dien leeftijd.

Deze strijdigheid zou verdwijnen, zoo de weldaad der wet van 16 Mei 1876, artikel 7, werd uitgestrekt tot het personeel van Staatsonderwijs.

De Middenafdeeling is van oordeel dat er wetsbepalingen in dezen zin noodig zijn.

Onder het thans bestaande stelsel (twee derden van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren en een vijf en vijftigste) geraken de leden van het personeel van het onderwijs van Staat en gemeenten tot de hoogste grens van het pensioen na zes en dertig jaren en acht maanden diensttijd, met inbegrip van de jaren voor de diploma's, dus gewoonlijk op den leeftijd van 55 jaar.

Aangenomen de coëfficiënt van een vijf en vijftigste en drie vierden van het gemiddeld inkomen, zou er een en veertig jaren en drie maanden diensttijd noodig zijn om het maximum van het pensioen te bereiken; de belanghebbenden zouden over 't algemeen den leeftijd van 59 jaar en 3 maanden bereiken.

Neemt men den coëfficiënt van een vijftigste en twee derden van het gemiddeld inkomen aan, dan is er eene loopbaan van drie en dertig jaren en vier maanden, met inbegrip van de diploma's, noodig om tot dien uitslag te geraken; de belanghebbenden zouden hem bereiken op den leeftijd van 51 $\frac{1}{2}$ jaar.

Met den coëfficiënt van een vijftigste en drie vierden van het gemiddeld inkomen, is er eene loopbaan van zeven en dertig jaren en zes maanden, met inbegrip van de diploma's, noodig om te trekken het maximum van het pensioen dat de titularissen zouden hebben op den leeftijd van 55 $\frac{1}{2}$ jaar (zie tabel A).

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL VAN DEN HEER COCQ.

Het ontwerp, op 2 Februari 1910 overgelegd door den achtbaren heer Cocq, verschilt hierin met het voorgaande :

1° Het verleent het voordeel van het maximum van 7,500 frank en van drie vierden van het gemiddelde der jaarwedden aan het onderwijzend en besturend personeel der onderwijsgestichten van Staat en gemeenten en aan de onderwijzers in de aangenomen scholen;

2° Het behoudt den coëfficiënt van een vijfzigste voor het onderwijzend en het besturend personeel der gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen en der aangenomen lagere scholen;

3° Het bepaalt, als grondslag voor het pensioen der leden van het onderwijzend personeel van Staat en gemeenten, het meest voordeelig gemiddelde van de jaarwedde in vijf achtereenvolgende jaren;

4° Het herziert de loopende pensioenen volgens bovenstaande grondslagen;

5° Het opent bij het Ministerie van Financiën een bijzonder krediet van 15,000 frank tot het bestrijden van de kosten voor het herzien van de pensioenen.

EERSTE ARTIKEL. — Het eerste artikel van dit ontwerp verleent dus het maximum van 7,500 frank en drie vierden van het gemiddeld inkomen :

a) Aan de opzieners van het middelbaar, het normaal en het lager onderwijs, ambtenaren van den Staat (art. 1, 3°);

b) Aan de leden van het onderwijzend en besturend personeel der gestichten van middelbaar onderwijs van Staat en gemeenten (art. 1, 1° en 4°);

c) Aan de leden van het onderwijzend en besturend personeel der normaalscholen van Staat en gemeenten (art. 1, 2° en 4°);

d) Aan de leden van het onderwijzend en besturend personeel der gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen of scholen voor volwassenen en aan de Belgische, wereldlijke en gediplomeerde onderwijzers der aangenomen lagere scholen (art. 1, 5°);

e) Aan de leden van het onderwijzend en besturend personeel der gemeentegestichten voor bijzonder onderwijs (nijverheids-, beroeps-, huishoud-, teeken-, muziek-, landbouwscholen, enz.) (art. 1, 4°);

f) Aan het besturend en onderwijzend personeel van het Hooger Handelsinstituut te Antwerpen en van de middelbare landbouwscholen van den Staat (art. 1, 6°);

g) Aan de gemeentelijke bestuurders en opzieners (art. 1, 4°).

Deze opsomming bevat :

1° Het onderwijzend en besturend personeel der onderwijsgestichten van den Staat, door artikel 4 der wet van 10 Januari 1886 uitgesloten van terugverwerving der voordeelen van artikel 13 (maximum van 7,500 en drie vierden), wet van 21 Juli 1844 ;

2° De gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers, beoogd in de wet van 16 Mei 1876 ;

3° De onderwijzers der aangenomen scholen (wet van 25 Augustus 1901).

De voorsteller van dit ontwerp beoogde blijkbaar de weldaad van het maximum-pensioen van 7,500 frank en drie vierden uit te strekken tot al de leden van het onderwijzend personeel, thans toegelaten tot het pensioen, van al de onderwijsgestichten ⁽¹⁾ van Staat en gemeenten.

Derhalve mag men zich afvragen of de opsomming der verschillende reeksen van dit personeel wel noodig is in artikel 4 van het ontwerp. Is het niet veel eer gevaarlijk ? Want zoo deze lijst kan worden opgemaakt op zulke wijze dat zij volledig is op 't oogenblik van het opmaken der wet, dan kon het gebeuren dat zij later niet meer toereikend is ten gevolge van het oprichten van instellingen die niet behooren tot eene van de reeksen, opgegeven in artikel 4 van het ontwerp.

Er valt overigens op te merken, dat het personeel van het Nijverheidsmuseum te Morlanwelz, alsmede het burgerlijk onderwijzend personeel der middelbare en lagere onderwijsgestichten afhangende van het Ministerie van Oorlog niet zijn begrepen in eene van de hiervoren opgesomde reeksen van ambtenaren.

Dit verzuim schijnt ons ongerechtvaardigd.

Het komt ons billijk voor, de nieuwe wet zonder uitzondering uit te strekken tot gansch het personeel van de onderwijsgestichten van den Staat, de gemeenten en de aangenomen scholen, dat pensioen kan genieten en het niet geniet ten gevolge van zijne uitsluiting door de bepalingen van artikel 4 der wet van 10 Januari 1886.

ART. 2. — De voorsteller van het ontwerp bepaalt, dat de coëfficiënt van een vijf en vijftigste wordt vervangen door een vijftigste voor het berekenen van de pensioenen der leden van het onderwijzend en besturend personeel der lagere scholen, bewaarscholen en adultenscholen van de gemeenten en van de aangenomen scholen, waarbij het ambt onbetwistbaar eene krachtsinspanning vergt, welke de gezondheid snel en ernstig krenkt (Toelichting).

Laten we eerst en vooral aanmerken, dat het personeel van de aangenomen bewaarscholen en scholen voor volwassenen geen pensioen kan genieten.

Zoo het ontwerp van den achtbaren heer Maenhaut, waarbij de gemeen-

(1) Behalve de Koninklijke Muziekconservatoriums en de Academiën van Schoone Kunsten.

teleeraars en gemeenteonderwijzers worden toegelaten tot hetzelfde voordeel, een gunststelsel invoert ten bate van de gemeenteleeraars, dit van den achtbaren heer Cocq strekt zich slechts uit tot het personeel der gemeentelijke en aangenomen lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen, met uitsluiting van de onderwijzers en onderwijzeressen der *oefenscholen, toegevoegd aan de normaalscholen*, en van de onderwijzers en onderwijzeressen der *voorbereidende afdeelingen toegevoegd aan de middelbare afdeelingen*, zoo van den Staat als van de gemeenten.

Nochtans wordt van de onderwijzers der oefenscholen en voorbereidende afdeelingen hetzelfde gevergd als van de lagere onderwijzers der gemeentescholen en aangenomen scholen. De studieprogramma's zijn dezelfde en dezelfde titels worden vereischt van de leden van het onderwijzend personeel.

Is het, anderdeels, billijk een voordeel te verschaffen aan de onderwijzers en onderwijzeressen der lagere scholen en der bewaarscholen, wier dienst uitputtend is, kan dit ook het geval zijn met het besturend personeel van deze scholen, met de bijzondere meesters en leeraars in scholen voor volwassenen, die niet onderwijzer zijn, regelmatig belast met eene klas?

Het komt ons voor, dat, zoo de vervanging van het vijf en vijftigste door het vijftigste gebillijkt is voor onderwijzers en onderwijzeressen in klassen van het lager onderwijs en in bewaarscholen zoo van den Staat als van gemeenten, deze gunst niet behoort te worden uitgestrekt tot het besturend personeel, tot de bijzondere meesters noch tot het onderwijzend personeel der scholen voor volwassenen, die niet hoofdzakelijk mochten belast zijn met eene lagere klas of eene bewaarschool.

ART. 3. — Thans is alleen het pensioen der leden van het *onderwijzend* personeel der gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen en der aangenomen lagere scholen gegrond op het meest voordelig gemiddelde van de jaarwedde gedurende vijf achtereenvolgende jaren (wet van 23 Augustus 1901).

Het ontwerp van den heer Cocq strekt dit voordeel uit tot gansch het personeel der onderwijsgestichten zoo van den Staat als van de gemeenten.

Dergelijke uitbreiding kan niet anders dan weinig hogere kosten vergen, zoo er geene misbruiken ontstaan.

Hiervoren hebben wij reeds gezegd om welke redenen de wet van 23 Augustus 1901 eene nieuwigheid op dit gebied had ingevoerd.

De gevallen van toepassing zijn weinig talrijk buiten het personeel van het lager onderwijs. Zij kunnen zich slechts voordoen, wanneer een leeraar zonder vergoeding wordt ontslagen van eene bijkomende betrekking waarvoor hij afzonderlijk werd betaald, of ook wanneer het schoolgeld en het boni in de atheneums en middelbare scholen waren gedaald.

Deze bepaling kan dit gevolg medebrengen, dat leeraars, die verschillende plaatsen vervulden om hun pensioen te verhoogen, afzien van deze bijkomende posten, zoodra hun schoolinkomen het maximum bereikt. Dan kan

het gebeuren dat de gunst van deze samenvoeging van betrekkingen wordt verleend aan andere leeraars, die op hunne beurt eene bij de thans bestaande wetten ongehoopde pensioensverhooging zouden erlangen.

Om misbruiken te vermijden en tevens de billijke eischen van het onderwijzend korps in te willigen, kan de gunst worden *beperkt* tot het personeel der onderwijsgestichten van den Staat en dit van de gestichten voor middelbaar en lager normaalonderwijs der gemeenten, slechts rekening houdend met het inkomen verbonden aan de voornaamste en bijkomende betrekking, vervuld in de voornaamste inrichting waartoe de belanghebbende behoort, ofwel in gestichten van denzelfden aard. Daarenboven zou deze maatregel slechts van toepassing zijn wanneer de vermindering van inkomen niet is te wijten aan den belanghebbende, 't is te zeggen minder schoolgeld of batig slot, verplaatsing ten behoeve van den dienst, afschaffing van eene betrekking, enz., uitgezonderd vrijwillige ontslagneming of ontzetting uit het ambt of bij tuchtmaatregel.

ART. 4. — De heer Cocq stelt voor, de loopende pensioenen te herzien naar de grondslagen van zijn ontwerp.

Hij gaat uit van artikel 2 der wet van 10 Januari 1886, dat toelaat de ambtshalve herziening van het pensioen, verleend aan burgerlijke ambtenaren en bedienden en waarvan het maximum 5,000 frank niet mocht te boven gaan of $\frac{2}{3}$ van de gemiddelde jaarwedde, dit krachtens de wet van 1849.

De Middenafdeeling is van oordeel dat de loopende pensioenen dienen te worden herzien en overeengebracht met de nieuwe bepalingen die zij voorstelt.

ART. 5. — Dit artikel stelt ter beschikking van het Ministerie van Financiën een krediet van 15,000 frank tot bestrijding van de kosten voor de herziening van de pensioenen. Deze bepaling staat letterlijk in de wet van 10 Januari 1886. In 1886 behoefde elk Ministerie bij te dragen tot de herziening van de pensioenen; dus was het redelijk de aanrekening der kosten te centraliseeren in het Departement van Financiën.

Dit zou niet het geval zijn met de herziening van het pensioen der leden van het onderwijzend personeel: allen hangen zij af van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, uitgezonderd twee of drie bijzondere instellingen van den Staat.

Derhalve dient het krediet te worden uitgetrokken op de Begrooting van Wetenschappen en Kunst (zie tabel B).

*
* *

Hiermede is het onderzoek der twee ontwerpen van de heeren Maenhaut en Cocq afgelopen.

Rekening gehouden met de opmerkingen en critieken van verschillenden aard, welke zij verwekken, hebben wij een tekst aangenomen, die ons

toeschijnt te beantwoorden aan de wenschen der voorstellers van de ontwerpen en aan het verlangen van het meerendeel der leden van de Kamer; deze tekst huldigt de voornaamste verbeteringen, voorgestaan door het onderwijzend personeel.

Dit ontwerp van de Middenafdeeling voert merkelijke verbeteringen in ten bate van de onderwijzers in gemeentescholen en aangenomen scholen.

De Middenafdeeling achtte het weinig billijk, zich niet insgelijks bezorgd te toonen om eene zeer verdienstelijke klasse van het onderwijzend personeel, namelijk dit van de aanneembare scholen. Hier geldt het de gewezen leden van het personeel der vrije lagere scholen, op welker programma ten minste voorkwam het onderwijs van de wettelijk verplichte vakken, ten tijde toen de diensten werden bewezen. Zooals men weet, krijgen deze onderwijzers in hun ouden dag slechts de geringe renten of pensioenen die zij zich verschaffen door aansluiting bij eene pensioen-mutualiteit of eene zelfstandige pensioenkas. Deze renten of pensioenen, doorgaans 500 frank, bereiken zelden, na langdurende aansluiting, 600 of 700 frank. Dit is blijkbaar te weinig na een gansch leven, toegewijd aan volksonderwijs, bijgevolg aan een openbaren dienst.

De Middenafdeeling stelt U voor, dezen beambten een toeslag van pensioen te verleenen, die zou worden geregeld op dezelfde wijze als voor de onderwijzers in gemeentescholen en aangenomen scholen. Daar het hier enkel eene pensioensaanvulling geldt, bedraagt de door ons voorgestelde bepaling slechts $\frac{3}{5}$ van het gewoon pensioen. De Staat zou daarvan de kosten dragen. Uit de hieraan toegevoegde tabellen blijkt overigens dat deze aanvulling van de ontwerpen der heeren Cocq en Maenhaut slechts een gering geldoffer zou vergen (zie tabel C).

Deze verschillende bedenkingen geven ons de hoop dat de Kamer zich zal vereenigen met de zienswijze der Middenafdeeling.

De Verslaggever,

LOUIS PETIT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

TEKST VAN HET VOORSTEL VAN DEN HEER MAENHAUT.

Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.

ARTICLE UNIQUE.

Le paragraphe 4 de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins est modifié de la manière suivante :

« La pension sera liquidée à raison, pour chaque année de service, de $\frac{1}{50}$ de la moyenne du traitement, casuel et émoluments compris, dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années.

» Aucune pension ne peut excéder les trois quarts du traitement qui sert de base à la liquidation, ni une somme de 5,000 francs. »

Wetsvoorstel waarbij de wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen wordt gewijzigd.

EENIG ARTIKEL.

Paragraaf 4 van artikel 7 der wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen, wordt gewijzigd als volgt :

« Het pensioen wordt berekend naar evenredigheid, voor elk dienstjaar, van $\frac{1}{50}$ van het gemiddeld bedrag der jaarwedde, met inbegrip van de bijkomende verdiensten, door den belanghebbende genoten gedurende de laatste vijf jaren.

» Geen pensioen mag gaan boven drie vierden van de jaarwedde welke tot grondslag dient aan de pensioensberekening, noch boven de som van 5,000 frank. »

J. MAENHAUT.

**TEKST VAN HET VOORSTEL VAN DE HEEREN COCQ
EN MEDELEDEN.**

Proposition de loi sur les pensions du personnel enseignant.	Wetsvoorstel op de pensioenen van het onderwijzend personeel.
--	---

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1886, relatives aux *maxima*, sont applicables à la liquidation des pensions :

1^{er} Des membres du corps administratif et enseignant des établissements d'instruction moyenne dirigés par le Gouvernement;

2^o Des membres du corps administratif et enseignant des établissements normaux d'instituteurs et d'institutrices de l'État;

3^o Des inspecteurs et inspectrices des mêmes établissements ou des écoles primaires communales et adoptées, jouissant, comme fonctionnaires de l'État, d'un traitement sur le Trésor public;

4^e Des professeurs, directeurs et inspecteurs communaux;

5^e Des membres du personnel enseignant des écoles communales primaires, gardiennes ou d'adultes, ainsi que des membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées, ayant la

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen vervat in het 3^{de} lid van artikel 1 der wet van 10 Januari 1886, betreffende de *maxima*, zijn van toepassing op de berekening der pensioenen van :

1^o De leden van het beheerend en onderwijzend korps van de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, door den Staat bestuurd;

2^o De leden van het beheerend en onderwijzend korps der normale inrichtingen voor onderwijzers en onderwijzeressen van den Staat;

3^o De opzieners en opziensters van dezelfde inrichtingen of van de lagere gemeentescholen of lagere aangenomen scholen, die, als Staatsbeambten, eene door de Schatkist betaalde jaarwedde genieten;

4^e De leeraren, bestuurders en toezieners van gemeentescholen;

5^e De leden van het onderwijzend personeel der gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen of scholen voor volwassenen, alsmede de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen

qualité de Belge et auxquels s'appliquent les articles 13 et 15 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 septembre 1895;

6° Du personnel administratif et enseignant de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et des écoles moyennes d'agriculture de l'État.

ART. 2.

Le tableau annexé à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 est complété par l'adjonction des membres du personnel enseignant et administratif des écoles primaires, gardiennes et d'adultes, communales et adoptées. Chaque année de service compte, dans la liquidation, pour 1/50 du traitement qui sert de base à la pension.

ART. 3.

Le traitement qui sert de base à la liquidation de la pension des membres du corps enseignant repris à l'article 1^{er} est la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives.

ART. 4.

Les pensions des membres du corps enseignant admis à la retraite ou pensionnés avant la mise en vigueur de la présente loi seront révisées d'après les bases indiquées aux articles 1, 2 et 3 avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1910.

lagere scholen, die de hoedanigheid van Belg bezitten en op wie de artikelen 13 en 15 der organieke wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs van toepassing zijn;

6° Het beheerend en onderwijzend personeel van het Hooger Handelsinstituut te Antwerpen en van de Staatsmiddelbare scholen voor landbouw.

ART. 2.

De bij artikel 8 der wet van 21 Juli 1844 gevoegde tabel wordt aangevuld door toevoeging van de leden van het beheerend en onderwijzend personeel der lagere scholen, der bewaarscholen en der scholen voor volwassenen, zowel gemeentescholen als aangenomen scholen. Elk dienstjaar telt, bij de pensioensberekening, voor 1/50 van de jaarwedde die tot grondslag dient aan het pensioen.

ART. 3.

De jaarwedde die tot grondslag dient aan de berekening van het pensioen der leden van het onderwijzend korps, in artikel 1 vermeld, is het meest voordelige gemiddeld bedrag der jaarwedden van vijf achtereenvolgende jaren.

ART. 4.

De pensioenen der leden van het onderwijzend korps, tot het pensioen toegelaten of op pensioen gesteld vóór het in werking treden van deze wet, worden herzien naar de grondslagen aangeduid in de artikelen 1, 2 en 3, met ingentreding te rekenen van 1 Januari 1910.

ART. 5.

Un crédit spécial de 15,000 francs est ouvert au Ministère des Finances pour couvrir les frais résultant de la revision des pensions des membres du corps enseignant, conformément aux dispositions de la présente loi. Il sera rattaché au Budget de ce Département pour l'exercice 1910.

ART. 5.

Een bijzonder krediet van 15,000 frank wordt ter beschikking van het Ministerie van Financiën gesteld tot bestrijding van de kosten die, ingevolge deze wet, voortspruitende uit de herziening der pensioenen van de leden van het onderwijzend korps. Het wordt opgenomen in de Begrooting van dat Departement voor het dienstjaar 1910.

FERNAND COCQ,

FG. MASSON,

A. BUYL.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1886 sont applicables au personnel des établissements d'instruction de l'État, qui ne bénéficient pas d'un régime plus favorable, aux professeurs et instituteurs communaux, aux instituteurs des écoles adoptées admissibles à la pension en vertu de la loi du 25 août 1901, ainsi qu'aux instituteurs des écoles adoptables, admissibles à la pension en vertu de la présente loi.

ART. 2.

Dans la liquidation de la pension des instituteurs et institutrices des écoles primaires gardiennes et d'adultes communales, des écoles d'application annexées aux écoles normales de l'État et des communes, des sections préparatoires d'instruction primaire annexées aux établissements d'enseignement moyen de l'État et des communes, des écoles primaires adoptées et adoptables, chaque année de service comptera pour $\frac{1}{50}$ du revenu attaché aux dites fonctions et qui sert de base à la pension.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van het tweede lid van artikel 1 der wet van 10 Januari 1886 zijn toepasselijk op het personeel der onderwijsgestichten van den Staat, waarop geen meer voordeelige regel van toepassing is; op de gemeentelijke leeraren en onderwijzers; op de onderwijzers der aangenomen scholen, tot het pensioen toegelaten ingevolge de wet van 25 Augustus 1901, alsmede op de onderwijzers der aanneembare scholen, tot het pensioen toegelaten uit krachte van deze wet.

ART. 2.

Bij de berekening van de pensioenen der onderwijzers en onderwijzeressen van de gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen; van de applicatie-scholen toegevoegd aan de normaalscholen van den Staat en van de gemeenten; van de voorbereidende afdelingen voor lager onderwijs toegevoegd aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs van den Staat en van de gemeenten; van de aangenomen en aanneembare lagere scholen, telt elk dienstjaar voor $\frac{1}{50}$ van het inkomen, aan genoemde ambten verbonden en tot grondslag aan het pensioen dienende.

ART. 3.

Le traitement qui sert de base à la liquidation de la pension des membres du personnel des établissements d'enseignement de l'État et des établissements d'instruction moyenne et normale primaire des communes, est la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives:

Pour la détermination de la période de cinq années, il est tenu compte du revenu attaché aux fonctions principales et accessoires pour autant que celles-ci aient été remplies au même établissement que les premières ou dans un établissement similaire.

Toutefois, lorsque la diminution du revenu est le fait de l'intéressé, par suite de retrait d'emploi, soit par mesure disciplinaire, soit d'office, la période des cinq dernières années sera adoptée pour fixer le taux de la pension.

ART. 4.

L'article 2 de la loi du 8 avril 1884 est applicable au personnel des écoles normales de l'État et des communes et des inspecteurs de l'enseignement moyen, normal et primaire.

Le 4^e du même article est complété comme suit :

Le diplôme d'institutrice gardienne, dûment entériné par le jury institué par le Gouvernement;

Le diplôme ou certificat, délivré par le jury institué par le Gouvernement, et constatant l'aptitude à l'enseignement du travail manuel, de l'économie domestique et de l'agriculture dans les établissements d'enseignement moyen, normal ou primaire de l'État et des communes.

ART. 3.

De jaarwedde, dienende tot grondslag aan de berekening van het pensioen der leden van het personeel der onderwijsgestichten van den Staat en der gemeentelijke inrichtingen voor middelbaar en normaal onderwijs, is het meest voordeelig gemiddelde der jaarwedden van vijf achtereenvolgende jaren.

Voor de vaststelling van het tijdperk van vijf jaren, wordt rekening gehouden met het inkomen verbonden aan de hoofd- en bijkomende ambten, voor zooveel laatstgenoemde werden vervuld bij dezelfde inrichting als de eerstgenoemde of bij eene gelijksoortige inrichting.

Evenwel, wanneer de vermindering van inkomen moet worden toegeschreven aan den belanghebbende, tengevolge van ontslag, hetzij als tuchtmaatregel, hetzij ambtshalve, wordt het tijdperk der laatste vijf jaren aangenomen tot bepaling van het bedrag van het pensioen.

ART. 4.

Artikel 2 der wet van 8 April 1884 is van toepassing op het personeel der normaalscholen van den Staat en van de gemeenten, alsmede op dit der opzieners van het middelbaar, normaal en lager onderwijs.

N^o 4^e van hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

Het diploma van onderwijzeres aan eene bewaarschool, behoorlijk bekrachtigd door de jury, van regeringswege aangesteld;

Het diploma of getuigschrift, afgegeven door de jury, van regeringswege aangesteld, en vaststellende de bevoegdheid voor onderwijs in handenarbeid, huishoudkunde en landbouw aan de inrichtingen voor middelbaar, normaal of lager onderwijs van den Staat en van de gemeenten.

ART. 5.

Les dispositions du paragraphe final de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 sont applicables aux membres du personnel des établissements d'enseignement moyen et normal de l'État.

ART. 6.

Il est accordé aux instituteurs adoptables une pension à titre de complément aux rentes ou pensions qu'ils acquièrent par l'intermédiaire de leurs mutualités de retraite ou de pension.

Sauf qu'elle ne s'élèvera qu'aux trois cinquièmes de la pension normale, cette pension complémentaire, exclusivement à charge du Trésor public, sera pour le surplus régie par les dispositions légales et réglementaires qui concernent les pensions des instituteurs communaux et adoptés.

Les instituteurs adoptables sont admis à s'affilier à la Caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux et adoptés.

ART. 7.

Les pensions en cours des membres du personnel enseignant seront revisées, conformément aux bases admises par la présente loi, avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1912.

ART. 5.

De bepalingen der slotalinea van artikel 7 der wet van 16 Mei 1876 zijn van toepassing op de leden van het personeel der inrichtingen voor middelbaar en normaal onderwijs van den Staat.

ART. 6.

Aan de aanneembare onderwijzers wordt een pensioen toegekend als aanvulling van de renten of pensioenen die ze verwerven door bemiddeling van hunne pensioensmutualiteiten.

Behalve dat het slechts tot drie vijftenden van het gewoon pensioen gaat, wordt dit aanvullend pensioen, komende uitsluitend ten laste van de Schatkist, voor het overige beheerscht door de bepalingen der wetten en verordeningen die de pensioenen der gemeentelijke en aangenomen onderwijzers betreffen.

De aanneembare onderwijzers hebben het recht, zich aan te sluiten bij de Kas der weduwen en weezen van de gemeentelijke en aangenomen leeraren en onderwijzers.

ART. 7.

De loopende pensioenen der leden van het onderwijzend personeel worden herzien overeenkomstig de grondslagen door deze wet aangenomen, met ingetrokking te rekenen van 1 Januari 1912.

1907

BIJLAGEN

Tabel A. — Onderstelde lasten volgens

				1 ^e jaar.	2 ^e jaar.	3 ^e jaar.
Coëfficiënt van $\frac{1}{100}$	{	Staat . . .	10,800 »	21,376 »	31,016 »	
		Provinciën.	5,400 »	10,638 »	15,508 »	
		Gemeenten.	10,800 »	21,376 »	31,016 »	
	TE ZAMEN.		27,000 »	53,390 »	77,540 »	
Maximum van $\frac{3}{4}$	{	Staat . . .	10,400 »	20,420 »	29,872 »	
		Provinciën.	5,200 »	10,210 »	14,936 »	
		Gemeenten.	10,400 »	20,420 »	29,872 »	
	TE ZAMEN.		26,000 »	51,050 »	74,680 »	
Totaal der lasten van de twee voormelde bepalingen	{	Staat . . .	21,200 »	41,776 »	60,888 »	
		Provinciën.	10,600 »	20,888 »	30,444 »	
		Gemeenten.	21,200 »	41,776 »	60,888 »	
	TE ZAMEN.		53,000 »	104,440 »	152,220 »	
Jaarlijksche geregelde vermeerdering wegens toenemend getal en bedrag van de pensioenen			»	3,260 »	6,680 »	
			53,000 »	107,700 »	158,900 »	

het ontwerp van den heer Maenhaut.

4 ^e jaar.	5 ^e jaar.	6 ^e jaar.	7 ^e jaar.	8 ^e jaar.	9 ^e jaar.	10 ^e jaar.
39,640 »	46,872 »	52,520 »	56,492 »	58,800 »	59,600 »	59,096 »
19,820 »	23,436 »	26,260 »	28,246 »	29,400 »	29,800 »	29,548 »
39,640 »	46,872 »	52,520 »	56,492 »	58,800 »	59,600 »	59,096 »
99,400 »	117,180 »	131,300 »	141,230 »	147,000 »	149,000 »	147,740 »
38,160 »	45,128 »	50,680 »	54,308 »	56,400 »	57,600 »	56,904 »
19,080 »	22,564 »	25,340 »	27,154 »	28,200 »	28,800 »	28,452 »
38,160 »	45,128 »	50,680 »	54,308 »	56,400 »	57,600 »	56,904 »
95,400 »	112,820 »	126,700 »	135,770 »	141,000 »	144,000 »	142,260 »
77,800 »	92,000 »	103,200 »	110,800 »	115,200 »	117,200 »	116,000 »
38,900 »	46,000 »	51,000 »	55,400 »	57,600 »	58,600 »	58,000 »
77,800 »	92,000 »	103,200 »	110,800 »	115,200 »	117,200 »	116,000 »
194,500 »	230,000 »	258,000 »	277,000 »	288,000 »	293,000 »	290,000 »
10,000 »	13,400 »	15,800 »	18,000 »	19,800 »	21,000 »	21,000 »
204,500 »	243,400 »	273,800 »	295,000 »	307,800 »	314,000 »	311,000 »

Tabel B. — Onderstelde lasten

JAREN.	LATERE PENSIOENEN.												
	Art. 1. Maxima $\frac{3}{4}$ en 7,500			Art. 2. $\frac{1}{20}$	Art. 3. Meest voordeelig gemiddeld inkomen.			Herhaling van de drie					
	Personeel der gestichten van den Staat.	Personeel der gemeen- tescholen en aangenomen scholen.	TOTAAL.	Personeel der lagere-, bewaar-, adullenscholen en der aangenomen scholen.	Personeel der gestichten van den Staat.	Gemeenteleeraars.	TOTAAL.	Personeel der gestichten van den Staat.			Personeel der		
								Rechtsreeksche lasten voortspruitend uit de nieuwe bepalingen. — Totaal kol. 2 en 6.	Onrechtsreeksche lasten voortspruitend uit de geregelde toerneming van het getal en het bedrag der pensioenen	TOTAAL der lasten van den Staat	Rechtsreeksche lasten voortspruitend uit de nieuwe bepalingen. — Totaal kol. 3, 5 en 7.	Onrechtsreeksche lasten voortspruitend uit de geregelde toerneming van het getal en het bedrag der pensioenen.	
1	2	3	4	5	6	7	8						
1 ^{ste}	12,000	26,000	38,000	25,000	300	200	500	12,300	»	12,300	51,200	»	
2 ^e	23,600	51,200	74,800	49,300	590	390	980	24,190	750	24,940	100,890	3,110	
3 ^e	35,000	74,700	109,700	72,100	860	580	1,440	35,860	1,540	37,400	147,380	6,420	
4 ^e	43,000	95,400	138,400	92,000	1,100	740	1,840	44,100	2,400	46,500	188,140	9,700	
5 ^e	54,000	112,200	166,800	108,300	1,300	890	2,190	55,300	3,000	58,300	221,990	12,810	
6 ^e	58,500	126,400	184,900	121,400	1,460	990	2,450	59,960	3,740	63,700	248,790	15,260	
7 ^e	62,500	136,900	199,400	130,600	1,570	1,060	2,630	61,070	4,230	65,300	268,560	17,440	
8 ^e	65,500	141,600	207,100	136,000	1,640	1,100	2,740	67,140	4,560	71,700	278,700	19,200	
9 ^e	66,500	143,500	210,000	137,900	1,760	1,120	2,880	68,260	4,840	73,100	282,520	20,280	
10 ^e	66,000	142,300	208,300	136,700	1,740	1,110	2,850	67,740	4,940	72,800	280,110	20,890	

volgens het ontwerp van den heer Cocq.

					HERZIENE PENSIOENEN.						Algemeen totaal voor de 4 artikelen.			
artikelen.					Art. 4.						Staat.	Provinciën.	Gemeenten.	TOTAAL.
gemeentescholen.					Staat.			Provinciën.	Gemeenten.	TOTAAL.				
alge- meen.	TOTAAL				Personeel der gestichten van den Staat.	Personeel der gemeentescholen en aangenomen onderwijzers.	TOTAAL.							
	Staat.	Pro- vinciën.	Gemeenten.											
51,200	20,480	10,240	20,480	101,650	204,540	301,190	102,270	204,540	608,000	333,970	112,310	225,020	671,500	
104,000	41,600	20,800	41,600	93,750	194,500	288,250	97,230	194,500	580,000	354,790	118,050	236,100	708,940	
153,800	58,952	29,476	58,952	85,550	183,960	269,510	91,980	183,960	543,450	363,862	121,456	242,912	730,230	
197,840	79,136	39,568	79,136	77,050	173,030	250,080	86,515	173,030	509,625	375,716	126,083	252,166	753,965	
234,800	93,920	49,960	93,920	68,240	161,710	229,950	80,835	161,710	472,515	382,170	127,815	255,630	765,615	
264,050	105,620	52,810	105,620	59,120	150,000	209,120	75,000	150,000	434,120	378,440	127,810	255,620	761,870	
286,000	114,400	57,200	114,400	49,720	137,420	187,140	68,710	137,420	393,270	369,840	123,940	251,820	747,570	
297,900	119,080	59,540	119,080	40,000	124,540	164,540	62,270	124,540	351,350	355,320	121,810	243,620	720,750	
302,800	121,120	60,560	121,120	30,000	111,260	141,260	55,630	111,260	308,150	335,480	116,190	232,380	684,050	
301,000	120,400	60,200	120,400	19,700	97,600	117,300	48,800	97,600	263,700	310,500	109,000	218,000	637,500	

Tabel C. — *Geldelijke gevolgen der uitbreiding van het ontwerp der Middenafdeeling tot de wereldlijke leden van het onderwyzend personeel der aanneembare scholen.*

		Algeheele uitgave ten laste van den Staat, zijn aandeel bepaald zijnde op $\frac{2}{3}$.
1 ^e jaar.		10,800 »
2 ^e id.		18,600 »
3 ^e id.		25,200 »
4 ^e id.		31,800 »
5 ^e id.		45,000 »
6 ^e id.		49,000 »
7 ^e id.		51,000 »
8 ^e id.		54,600 »
9 ^e id.		57,600 »
10 ^e id.		60,000 »